

**POUR L'ENSEIGNEMENT
PROFESSIONNEL PUBLIC**

**SNUEP
F.S.U**

Syndicat
National
Unitaire de
l'Enseignement
Professionnel

**Bulletin Académique N°22
13 février 2012**

<http://www.bordeaux.snuep.com/>

**26, rue Paul Mamert
33800 Bordeaux / 0556689891**

snuepaquitaine@gmail.com

Rénovation de la voie professionnelle :

- ⊙ Généralisation du Bac Pro 3 ans : moins de cours pour les élèves.
- ⊙ Suppressions de postes. ⊙ Grilles horaires annualisées
- ⊙ Moins de places pour les jeunes. ⊙ DGH en forte baisse.

Pour la rentrée 2012, c'est encore 196 postes qui seront supprimés dans les LP, SEP, EREA et SEGPA de l'Académie de Bordeaux, alors qu'il faudrait augmenter la capacité d'accueil car à la rentrée 2011 plus de 4200 jeunes n'ont pas trouvé de places dans nos établissements.

Le ministère préfère diminuer l'offre de formation sous statut scolaire pour promouvoir l'apprentissage. La DGH est en forte baisse, n'est que l'illustration de cette politique menée au haut niveau de l'Etat.

Les grilles horaires définissent un horaire de référence globalisé sur 3 années et proposent un horaire indicatif annuel en fonction du nombre des périodes de stages.

Devant ces attaques répétées, le SNUEP-FSU :

- dénonce ces grilles à horaires tri-annuels, visant à mettre en place l'annualisation de notre service. C'est une attaque sans précédent contre notre statut.
- dénonce la globalisation des volumes complémentaires d'heures-professeur ainsi que sa répartition laissée au seul libre arbitre des directions d'établissement et exige des seuils de dédoublement par discipline, seul garant d'équité et d'efficacité pour les élèves. Il est impératif d'exiger une répartition équitable des heures-professeurs au sein de l'établissement.
- exige des grilles horaires nationales disciplinaires hebdomadaire, seules garantes d'une égalité de traitement des élèves sur le territoire.
- reste attaché à des diplômes nationaux dont les contenus doivent être clairement reconnus et validés.
- exige le retour à des seuils de dédoublement par discipline.
- appelle à refuser toute diminution de moyens amenant une régression des conditions d'enseignement ou une réduction des matières enseignées.
- appelle à rejeter toute tentative d'utilisation des heures d'accompagnement personnalisé en heure de projets transformable en HSE, afin de les annualiser et demande qu'elles soient inscrites dans les services de chaque collègue.

DGH : quelques aspects techniques

1. Volume complément horaire

Pour le calcul des heures profs s'ajoute au total des heures d'enseignement (34,5h) un volume complémentaire pour les activités en groupe à effectif réduit et les activités de projet.

Ce volume est globalisé et réparti par l'établissement.

■ Grille 1 (Production)

Division dont l'effectif est supérieur à 15 élèves	(nb total des élèves / 20) x 11,5
Divisions dont l'effectif est inférieur à 15 (groupement à l'enseignement général) :	(nb total des élèves / 20) x 5,75

■ Grille 2 (Service)

Divisions dont l'effectif est supérieur à 18 élèves	(nb total des élèves / 20) x 11,5
Divisions dont l'effectif est inférieur à 18 (groupement à l'enseignement général) :	(nb total des élèves / 20) x 5,75

■ Une division isolée dont l'effectif est inférieur ou égal à 15 (grille1) ou 18 (grille2) ne donne droit à aucun volume complémentaire d'heures-professeur.

■ « Les volumes complémentaires d'heures-professeur ainsi calculés sont globalisés puis répartis par l'établissement » **Texte officiel**

2. Accompagnement personnalisé : 2,5h /élève/ semaine

« Ces dispositifs seront proposés aux élèves en fonction de leurs besoins et de leurs projets personnels. » **Texte officiel**

«... soutien, aide individualisée, tutorat, modules de consolidation ou tout autre mode de prise en charge pédagogique. » **Texte officiel**

L'AP n'a de personnalisé que le nom puisqu'il se fait bien souvent en classe entière. Le SNUEP-FSU dénonce le financement de l'AP par la baisse des horaires disciplinaires et l'absence de cadrage national : il y a autant de modèles que d'établissements. Cela participe de la dérégulation de la formation. De surcroît, l'administration en profite pour faire des économies en payant ces heures en HSE. Le bénéfice pour les élèves est minime voire inexistant. Pour le SNUEP-FSU, les heures d'AP doivent faire partie intégrante de la grille horaires-élève et à ce titre apparaître en heures postes.

Le SNUEP-FSU dénonce la globalisation des volumes complémentaires d'heures prof puis leur répartition par l'établissement.

Chaque discipline doit être enseignée dans les mêmes conditions à tous les élèves.

Les heures d'accompagnement personnalisé font partie intégrante de la grille horaire-élève et doivent à ce titre apparaître en heures postes.

Les chefs d'établissement rappellent que l'on vote la répartition et non le montant de la dotation. Une dotation insuffisante ne permet pas une bonne répartition !

Exemple de calcul de DGH : cas de deux divisions « service » regroupées en enseignement général.

Effectif : 13 (D1 : division 1) + 15 (D2 : division 2)

Dotation complémentaire : 3,11 + 3,59

Dotation globale = 34,5 (D1 + D2, heures d'enseignement) + 14 (EP de D2) + 3,11 + 3,59 = 55,2 H

Classe de 3^{ème} « prépa-pro » (circulaire 2011-128)

Les classes de troisième préparatoire aux formations professionnelles (3^{ème} « prépa-pro ») sont expérimentées en 2011-2012 et seront généralisées à la rentrée 2012 en se substituant à terme aux 3DP6. Potentiellement en LP, elles peuvent être aussi ouvertes en collège.

Dans les fait, cette expérimentation n'est rien d'autre qu'une 3DP6 pour **laquelle les heures de découverte professionnelles sont globalisées** (216 heures annuelles soit 6h hebdo) et **72 heures annuelles d'accompagnement personnalisées** (2h hebdo). Au moins deux secteurs professionnels différents à découvrir.

216h de découverte professionnelle : découverte des parcours et des formations, initiation aux activités professionnelles et des périodes en milieu professionnel.

Accompagnement personnalisé : le premier objectif affiché est l'acquisition du socle commun, le second est le travail sur l'orientation.

La circulaire précise bien l'évidence de la poursuite majoritaire en seconde professionnelle ou apprentissage.

Le SNUEP-FSU considère que l'annualisation et la globalisation des heures en « 3^{ème} prépa-pro » ne répond en rien aux difficultés que peuvent rencontrer les enseignants de 3^{ème} DP6 bien au contraire. Il appelle les collègues à s'opposer à la mise en place de cette « nouvelle » 3^{ème}

Le SNUEP-FSU revendique notamment que pour ces classes les enseignants puissent travailler en petit groupe sur l'ensemble des cours. Il demande que l'ensemble des horaires élèves soit cadré nationalement, ainsi que les stages de découverte en entreprise qui doivent être limité (1 à 2 semaines maxi). Il demande que les enseignements de la découverte professionnelle soient assurés par des professeurs de LP. Il demande une réflexion approfondie des contenus disciplinaires enseignés dans le cadre de cette enseignements.

Baisse de salaire

Sur le bulletin de salaire de janvier : « net à payer » est en baisse. Du fait de la hausse de divers prélèvements (taux retenue pour pension, taux d'abattements pour frais professionnels, taxe sur les complémentaires santé), les personnels de l'EN subissent une nouvelle baisse de salaire. Cette politique d'austérité du gouvernement va se traduire par une baisse du salaire moyen de 10 euros.

De plus, la valeur du point d'indice n'a pas évolué depuis le 1^{er} juillet 2010.

Manifestation pour sauver l'école

Samedi matin à Bordeaux, plus de 2 500 personnes ont manifesté contre les suppressions de postes.

Enseignants, parents d'élèves, enfants : la mobilisation a été forte pour défendre les postes Rased (Réseau d'aides spécialisées aux élèves en difficulté) en primaire.



La caricature de la semaine / Sud-Ouest Jeudi 9 Février



Discours du Président : nocivité et inefficacité persistantes

Le Président de la République a annoncé une nouvelle série de mesures qui n'apportent pas les réponses nécessaires à la crise et notamment à la relance de l'emploi. Les chiffres du chômage traduisent les effets d'une situation économique désastreuse qui résulte pour l'essentiel de l'inefficacité et de la nocivité des politiques conduites. Face à cela, les mesures avancées continuent dans le même sens, elles sont déjà inefficaces et dépassées pour résoudre la crise mais renforcent encore des choix favorables au patronat.

La FSU déplore que le Président, tant par la méthode que par la nature de ses propositions, notamment par une volonté d'amplifier le recours à l'apprentissage, se contente d'un traitement électoral d'un chômage de masse. Elle met en garde sur le rapport Larcher, s'il se révélait être une ultime tentative pour réduire les dispositifs de formation professionnelle et affaiblir encore le rôle des représentants syndicaux dans les structures et la gestion de la formation professionnelle.

REVUE DE PRESSE

➔ **Globalisation et annualisation...** : sous le titre, « Luc Chatel impose la globalisation au collège et souhaite l'annualisation des services », le Café pédagogique du 7 février écrit notamment ceci : « **La globalisation au collège.** Pour Luc Chatel, il s'agit de "la possibilité donnée aux collèges de répartir le temps attribué aux langues selon les langues et les années" de la 6ème à la 3ème. "Il y a des moments où il faut concentrer les apprentissages" explique le ministre, d'autres où c'est moins nécessaire. Le ministre se retranche derrière le rapport du comité présidé par Suzy Halimi. Pour elle c'est une réponse pour un enseignement plus souple qui permettrait par exemple de renforcer l'anglais en 6ème. Luc Chatel annonce que la globalisation sera effective dans un collège sur dix dès la rentrée 2012. **L'annualisation c'est plus grave.** Elle consiste à définir le temps de travail non plus par un horaire hebdomadaire mais par un horaire annuel, 36 fois 18 heures par exemple pour un certifié. De fait cela permet d'augmenter très sensiblement le temps de travail à salaire égal en collège et lycée parce que le temps théorique n'est jamais effectif compte tenu des jours fériés, des examens de fin d'année, etc. En clair les enseignants seraient obligés de travailler davantage pour le même salaire. Le ministère récupérerait ainsi des dizaines de milliers de postes si la mesure était généralisée. **Dans l'enseignement technologique et professionnel, où les élèves sont une partie de l'année en stage les gains seraient très importants.** Luc Chatel pousse encore plus loin le raisonnement en annonçant que ces heures de travail pourraient être imposées durant les vacances. L'annualisation nécessite un changement de statut des enseignants. On n'est donc plus là dans la gestion d'une question pédagogique (les langues) mais clairement dans la campagne électorale et c'est bien ainsi que Luc Chatel la présente. »

NDLR : quel programme alléchant ...!!! En tous les cas, une chose est sûre, la démagogie va encore frapper car dans les discussions de comptoir et les calculs électoraux, l'enseignant « ne fout rien », c'est bien connu ! Une raison de plus de résister encore et toujours.

Pour l'enseignement professionnel
> Ne lâchons rien !

➔ **Désindustrialisation** : sur le site du Monde, on trouve une carte malheureusement fort intéressante sur la désindustrialisation et les 90000 emplois industriels supprimés en France en 2011. Si pour le 33 et le 47, on constate respectivement un solde positif de 430 et 60 emplois, pour le 24, le 40 et le 64, cela s'aggrave : le solde est respectivement de - 429, - 925 et - 1020 emplois, soit près de 2000 emplois perdus. Bravo à tous ceux qui ont pensé faire des économies en supprimant nos sections indus...

➔ **Formation des maîtres** :

« La Cour des comptes relève que la réforme de la formation des enseignants "n'a pas été suffisamment préparée", le ministère souhaitant saisir l'occasion de réaliser "rapidement" des économies d'emplois du fait du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite, dans son rapport annuel publié mercredi. En outre, la mise en oeuvre "accélérée" a entraîné de "nombreux dysfonctionnements" pour les enseignants stagiaires, tandis que le montant des économies "reste difficile à chiffrer précisément", ajoute la Cour.

La réforme, appelée "masterisation" et mise en oeuvre à la rentrée 2010, était destinée à répondre aux critiques, notamment sur "l'insuffisance de la formation pratique".

Mais "conçu au moment où le ministère devait se plier à l'exigence budgétaire du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite, **(le) nouveau dispositif a aussi été engagé pour pouvoir tirer parti, le plus rapidement possible, des économies d'emplois qu'il permettait**", relève la Cour...**Les enseignants stagiaires n'ont pas été "systématiquement" affectés dans des postes qui présentaient les conditions "les plus favorables pour débiter" dans leur métier: certains ont été affectés dans des zones et classes difficiles ou dans plusieurs établissements à la fois. En outre, la réforme "ne garantit pas que les enseignants bénéficient désormais d'une formation initiale (avant les concours) plus professionnalisante** ». Vousnousils (8/02)

➔ **Suppressions de postes** :

« Une grève de la faim d'un enseignant et une manifestation des élèves la semaine dernière, et des professeurs qui s'attachent aux grilles de l'établissement, hier : le lycée professionnel Aizpurdi ne désarme pas face à la menace de suppression de postes qui plane depuis le dernier conseil pédagogique. Mais si l'inspecteur Philippe Couturaud n'a toujours pas officialisé la nouvelle, les enseignants savent à quoi s'en tenir. Ce sont trois postes qui sont menacés pour la rentrée 2012, « alors qui n'y a pas de perte d'effectifs ou de fermeture de sections », fulminent un professeur de mathématiques et un autre de français. La décision sera prise le 17 février prochain, lors du comité technique paritaire départemental. « Mais nous devons nous mobiliser avant cette réunion décisive », ajoutent les enseignants qui ont décidé de mener une action symbolique hier matin : une dizaine d'entre eux s'est attachée aux grilles de l'établissement, situé près de l'hôtel de ville, pour sensibiliser l'opinion. « Attaché au service public », pouvait-on lire sur la pancarte arborée par Bonifacio Garcia, qui a mené une grève de la faim de plusieurs jours la semaine dernière : « J'aurais certainement dû continuer. Car j'ai l'impression que l'inspection n'écoute pas nos revendications. » » Sud-Ouest du 9 février

Pendant les vacances scolaires, nous assurons la permanence les mercredis de 14h à 17h